

OTC

ARMÉNIE

Armenews- 25 avril 2023 / Delphine TOUITOU - AFP

Catherine Colonna bientôt en Arménie et en Azerbaïdjan

La ministre française des Affaires étrangères se rend cette semaine en Azerbaïdjan et en Arménie au moment où de fortes tensions entre Bakou et Erevan font redouter un nouveau conflit dans cette région au sud de la Russie.

Catherine Colonna arrivera mercredi et achèvera sa tournée vendredi à Tbilissi en Géorgie, pays qui comme l'Ukraine et la Moldavie, a demandé son adhésion à l'Union européenne peu après l'invasion russe de l'Ukraine.

« J'effectue ce déplacement important dans le cadre des efforts de la France pour faire baisser les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui est indispensable après les affrontements récurrents des derniers mois », a souligné la ministre auprès de l'AFP.

Les deux ex-républiques soviétiques sont en conflit depuis une trentaine d'années pour le contrôle de l'enclave du Nagorny Karabakh, région majoritairement peuplée d'Arméniens ayant fait sécession de Bakou à l'effondrement de l'Union soviétique.

L'Arménie avait remporté la première guerre en 1994, l'Azerbaïdjan la seconde en 2020.

Le cessez-le-feu parrainé par la Russie n'a toutefois pas abouti à un traité de paix. Et, malgré le déploiement de soldats de la paix russes, des échauffourées meurtrières au Nagorny Karabakh ou à la frontière entre les deux pays continuent d'éclater périodiquement.

- « **Signal positif** » -

La tournée régionale de Catherine Colonna est « un signal positif », estime Leyla Abdullayeva, ambassadrice de la république d'Azerbaïdjan à Paris, se disant « plutôt confiante sur les discussions bilatérales ».

La diplomate redoute néanmoins que la ministre n'adresse un message public favorable à l'Arménie depuis Erevan, pour ménager l'importante communauté arménienne de France.

Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a récemment vertement critiqué Paris, l'exhortant « à s'abstenir » de faire des déclarations de soutien à l'Arménie.

Erevan accuse Bakou de vouloir procéder à un « nettoyage ethnique » au Karabakh en forçant les Arméniens à quitter ce territoire coupé du monde en raison du blocage du couloir de Latchine, unique axe d'approvisionnement.

Bakou réfute le terme de blocage. Accusant les Arméniens d'avoir utilisé Latchine à des fins autres qu'humanitaires, ils ont installé ce week-end un checkpoint à l'entrée du couloir, ce que Paris a « déploré », soulignant que cela « contrevient aux engagements pris dans le cadre des accords de cessez-le-feu et porte préjudice au processus de négociation ».

Erevan affirme de son côté que les Azerbaïdjanais qui coupent l'accès au couloir de Latchine et se présentent comme des militants écologistes voulant protester contre les mines illégales dans la région, sont en réalité manipulés par Bakou à des fins politiques.

« Auprès des deux pays, je marquerai notre détermination à travailler pour la stabilité de la région, la réouverture immédiate du corridor de Latchine, conformément à la décision de la Cour internationale de justice, et le rétablissement des conditions d'une reprise des négociations » pour un traité de paix, explique Catherine Colonna.

Pour Hasmik Tolmajian, ambassadrice d'Arménie en France, la visite de la ministre française « sera un message fort de solidarité » de Paris.

En outre, la France a « la capacité et la responsabilité de jouer un rôle de premier plan pour contribuer à établir une paix juste et durable », dit-elle, rappelant qu'elle dispose d'un « mandat international, en tant que Coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, tout comme la Russie et les Etats-Unis, pour parvenir à une solution pacifique ».

- Intégrité territoriale -

La semaine dernière, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a souligné qu'un traité de paix « deviendra réalité si les deux parties reconnaissent (...) sans ambiguïté, ni piège, l'intégrité territoriale de l'un et de l'autre et s'entendent pour ne pas avoir à l'avenir de prétentions territoriales ».

En signe de bonne volonté, Erevan confirmait reconnaître « entièrement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan » tout en attendant que Bakou « fasse de même ».

Pour Taline Ter Minassian, professeur d'histoire contemporaine spécialiste de la Russie et du Caucase, l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, est en position de force grâce à sa « supériorité économique » et « sa capacité à être une plateforme de contournement d'approvisionnement en gaz par rapport à la Russie ».

En juillet dernier, lors de la signature, à Bakou, d'un accord pour doubler les livraisons annuelles de gaz à l'Union européenne, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait loué « un partenaire fiable » disposant d'un « énorme potentiel d'énergie renouvelable ».

L'Arménie, « totalement enclavée », est, elle, « prise entre sa position d'alliée » de Moscou et ses velléités d'« ouverture avec l'Europe », observe Taline Ter Minassian.

Aux côtés de Paris, Washington s'active pour parvenir à un traité de paix. Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a multiplié depuis septembre réunions et entretiens téléphoniques avec les deux parties.

Taline Ter Minassian doute pourtant de la capacité des Occidentaux à instaurer la paix.

« Je crains fort que toute tentative n'irrite l'autre puissance, la Russie, qui se veut la puissance traditionnelle dans la région », dit-elle.

Armenews - 25 avril 2023

Une délégation du Sénat français en Arménie

En Arménie du 22 au 25 avril pour participer aux cérémonies de commémoration du génocide arménien, une délégation du Sénat français, conduite par Bruno Retailleau, Président du groupe de liaison avec les Chrétiens d'Orient, et composée de Catherine Morin-Desailly, vice-présidente, Gilbert-Luc Devinaz, Président du groupe d'amitié France-Arménie et Christine Lavarde, s'est rendue le 23 avril à Tegh, où se sont produits le 11 avril des échanges de tirs meurtriers en territoire arménien.

« Nous sommes venus ici demander la levée immédiate du blocus azéri du couloir de Latchine, pour libérer les 120.000 Arméniens piégés dans des conditions indignes dans l'enclave du Haut-Karabagh et rétablir l'accès vers l'Arménie. A quoi bon commémorer le génocide de 1915, si on ferme les yeux sur l'épuration ethnique et religieuse en cours dans le Haut Karabakh ! », a déclaré Bruno Retailleau lors d'une conférence de presse à Tegh, avec le maire et le Gouverneur de la région du Syunik.

« Nous redoutons que la mise en place par les troupes azéries d'un nouveau point de contrôle à l'entrée de la nouvelle route d'accès au Haut-Karabagh, sur le pont Hakari, placé sous la responsabilité des forces d'interposition russes, soit le prélude d'une opération de grande ampleur, qui conduise à la fermeture irréversible du corridor de Latchine », a-t-il ajouté.

Alors que la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Catherine Colonna, doit se rendre en fin de semaine dans les trois pays du Caucase Sud, les sénateurs appellent la France à condamner avec la plus grande fermeté cette nouvelle violation du droit international. Ils demandent des sanctions fermes de l'Union européenne à l'égard de l'Azerbaïdjan.

À cet égard, les sénateurs déplorent un deux poids-deux mesures, dénonçant l'accord gazier de l'Union européenne avec l'Azerbaïdjan. Au nom des mêmes valeurs européennes et de la démocratie défendues dans le conflit russo-ukrainien, ils estiment que nous devrions défendre avec la même vigueur la souveraineté de l'Arménie et les droits du peuple arménien.

Pour faire face à cette urgence humanitaire, la délégation sénatoriale lors de son entretien avec le Premier ministre Nikol Pachinian, a avancé la proposition que la France soutienne l'adoption sans délai d'une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU visant à rétablir la libre circulation entre l'Arménie et le Haut-Karabagh et

à faire respecter l'accord tripartite de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, en mentionnant la question du Haut-Karabagh.

« Il convient de demander la mise en place d'une force d'interposition internationale opérante et de donner à l'Arménie les moyens de se défendre pour faire respecter ses frontières », a conclu Gilbert-Luc Devinaz, Président du groupe d'amitié.

Nor Haratch - 24 avril 2023

Bruno Retailleau à Tegh, réclame le déploiement de troupes de maintien de la paix en Arménie

Le 23 avril, la délégation conduite par le sénateur Bruno Retailleau s'est rendue au village de Tegh afin de prendre connaissance de la situation sur place. Il a jugé inacceptables les empiètements de l'Azerbaïdjan sur le territoire souverain de l'Arménie.

« Nous devons être prêts à fournir à l'Arménie les moyens nécessaires pour préserver son territoire souverain », a-t-il dit et ajouté : « Lorsque nous reviendrons en France, nous exercerons immédiatement notre influence tant sur le président français qu'au niveau du gouvernement. Cette fois, nous demanderons l'exécution des sanctions, car nous ne comprenons pas pourquoi on devrait faire une distinction entre la situation de la Russie et de l'Ukraine, où des sanctions ont été infligées à la Russie, qui a empiété sur le territoire souverain de l'Ukraine, et les mêmes sanctions ne sont pas appliquées contre l'Azerbaïdjan aujourd'hui.

Il est nécessaire de déployer des troupes de maintien de la paix en Arménie, car l'Azerbaïdjan ne comprend que le langage de la force, car l'Azerbaïdjan doit comprendre qu'il y aura une résistance puissante contre lui ici, ce n'est qu'avec cette force qu'une paix durable pourra être établie en Arménie et en Artsakh. »

Nor Haratch - 21 avril 2023

Pachinian rencontre le coprésident américain du Groupe de Minsk

Le 20 avril, le Premier ministre Nikol Pachinian a reçu le conseiller principal sur les questions des négociations du Caucase, le coprésident américain du groupe de Minsk, Luis Bono.

Le Premier ministre a souligné les efforts déployés par l'administration américaine pour assurer la stabilité et la sécurité régionales et a présenté les approches de la partie arménienne en termes d'amélioration des problèmes clés existants. Il a jugé intolérables la politique agressive et la rhétorique belliqueuse de l'Azerbaïdjan envers le peuple du Haut-Karabakh et l'intégrité territoriale de l'Arménie.

Les interlocuteurs ont discuté de questions liées au conflit du Haut-Karabakh, de la formation d'un mécanisme international pour le dialogue entre Stepanakert et Bakou, de la crise humanitaire créée en Artsakh en raison du blocus illégal du corridor de Berdzor par l'Azerbaïdjan, du règlement des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et le déblocage des moyens de transport régionaux.

Nor Haratch - 19 avril 2023

Le MAE d'Arménie répond aux déclarations d'Aliev du 18 avril

Le ministère arménien des Affaires étrangères a répondu aux déclarations du président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, les qualifiant de « tentatives pour saper les processus de règlement dans le Caucase du Sud ».

Ci-dessous le communiqué du ministère :

« Les déclarations du président azerbaïdjanais Ilham Aliev du 18 avril 2023 montrent une fois de plus ses intentions de saper les efforts de la partie arménienne et de la communauté internationale visant à établir la paix dans le Caucase du Sud.

Par ces déclarations, Ilham Aliev montre un mépris évident pour divers partenaires internationaux, en présence et par l'intermédiaire desquels l'Azerbaïdjan a reconnu l'intégrité territoriale de l'Arménie et a assumé un certain nombre d'obligations claires, notamment la démarcation entre la République

d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan sur la base de la Déclaration d'Almaty et sur la création d'un mécanisme internationale pour aborder les droits et les garanties de sécurité du peuple du Haut-Karabakh.

De plus, avec ses déclarations, le Président de l'Azerbaïdjan accepte ouvertement le fait de l'attaque et de l'occupation planifiées des territoires souverains de la République d'Arménie, et révèle ouvertement ses intentions de soumettre la population du Haut-Karabakh à un nettoyage ethnique. Le président azerbaïdjanais, sous la direction duquel des violations flagrantes des droits de l'homme se produisent dans ce pays, profère clairement des menaces existentielles à l'encontre de la population pacifique du Haut-Karabakh vivant dans sa patrie.

Les paroles de haine exprimées par les hauts dirigeants de l'Azerbaïdjan envers le peuple arménien tendent évidemment à approfondir l'intolérance et la haine vis-à-vis du peuple arménien, et qui ont été propagées par l'État pendant des décennies parmi le public azerbaïdjanais, dont sont également les conséquences les crimes de guerre, les exécutions extrajudiciaires de prisonniers de guerre et d'otages civils, sur fond d'appartenance ethnique, commis par les représentants des forces armées azerbaïdjanaises, ainsi que l'enregistrement vidéo de ces meurtres et leurs diffusion, en toute fierté, par les personnes qui les ont perpétrés.

Les déclarations des dirigeants politiques azerbaïdjanais ont également inspiré le fait qu'il y a quelques jours, un soldat azerbaïdjanais a illégalement envahi le territoire de l'Arménie et délibérément assassiné un citoyen arménien et tenté d'informer la partie azerbaïdjanaise à ce sujet, ainsi que de son intention de tuer de nombreux autres civils arméniens. Nous sommes sûrs qu'après la déclaration mentionnée du président de l'Azerbaïdjan, le fait que ces crimes et les crimes susmentionnés soient organisés au niveau de l'État ne pourra faire l'objet de plus aucun doute auprès de la communauté internationale.

Au lieu de chercher des solutions stables et durables aux problèmes qui se sont accumulés dans la région depuis des années, l'Azerbaïdjan essaie de faire avancer ses ambitions expansionnistes en recourant à la force et à la menace de la force. La partie arménienne a mis en garde à plusieurs reprises contre les perspectives de déstabilisation de la situation de cette politique menée par l'Azerbaïdjan et a attiré l'attention de la communauté internationale sur les dangers d'une telle ligne de conduite. »

[Notons que dans une interview accordée aux médias locaux le 18 avril, Aliiev a déclaré que les Arméniens du Karabakh devraient soit accepter la citoyenneté azerbaïdjanaise, soit partir. « L'Azerbaïdjan a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne va discuter de ses affaires intérieures avec aucun pays, et le Haut-Karabakh relève des affaires intérieures de l'Azerbaïdjan » a-t-il déclaré. Dans la même interview, le président de l'Azerbaïdjan a de nouveau menacé et insulté les Arméniens].

Nor Haratch - 18 avril 2023

Occupation militaire dans le Siunik - commune de Kapan

Le 17 avril, la Fondation "Tatoyan" a résumé les résultats d'une partie de son travail de collecte d'informations à Syunik.

« Rien que dans le territoire de la communauté de Kapan et uniquement après les attaques armées et des invasions criminelles azerbaïdjanaises des 13 et 14 septembre 2022 les données suivantes ont été relevées :

- 1) 2 400 hectares de terres de propriété,
- 2) 170 hectares de terres forestières,
- 3) 130 hectares de terres communales.

Total : 2 700 hectares ont été occupés par l'ennemi.

En plus des 2 700 hectares mentionnés, plus de 1 000 hectares de terres se situent actuellement dans la zone dangereuse, où il est soit impossible d'effectuer des travaux agricoles et autres, soit ces travaux sont considérablement difficiles en raison de dangers de mort réels.

Il s'agit en particulier des villages de Nerkin Hand, Srachen, Chikahogh, Tchakaten et Geghanouche. »

Nor Haratch - 18 avril 2023

Tirs azéris à Sotk

Dans la soirée du 16 avril, les forces armées azerbaïdjanaises ont ouvert le feu avec des armes de différents calibres en direction des positions arméniennes à Sotk. Le bureau de presse du ministère arménien de la Défense indiquait que la partie arménienne n'a, fort heureusement, aucune perte à déplorer.

D'autre part, le ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan a démenti les informations sur le bombardement des positions de l'armée arménienne à la frontière, affirmant que ces affirmations ne correspondent pas à la réalité.

ARTSAKH

Minsitère de l'Europe et des Affaires Etrangères - 23 avril 2023

Communiqué sur le poste de contrôle azéri du corridor de Berdzor

La France déplore la mise en place par l'Azerbaïdjan d'un poste de contrôle à l'entrée de la nouvelle route du corridor de Latchine, qui contrevient aux engagements pris dans le cadre des accords de cessez-le-feu et porte préjudice au processus de négociation.

La France appelle l'Azerbaïdjan à se conformer à ses obligations internationales, notamment à mettre en œuvre les mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de justice dans son ordonnance du 22 février, qui ont force obligatoire.

Elle demande le rétablissement de la libre circulation des biens, des personnes et des marchandises, le long du corridor de Latchine, dans les deux sens, et d'un approvisionnement continu de la population en gaz et en électricité.

Nor Haratch - 24 avril 2023

L'Azerbaïdjan ferme le pont Hakari à la frontière entre l'Artsakh et l'Arménie

Le Centre d'information de l'Artsakh rapporte que le 23 avril, l'Azerbaïdjan a fermé le pont Hakari à la frontière entre l'Artsakh et l'Arménie. À cet égard, le président de l'Artsakh, Araïk Haroutunian, a convoqué une réunion urgente du Conseil de sécurité afin de discuter des derniers développements et des actions pertinentes des autorités.

Les autorités de l'Artsakh ont fermement condamné cette nouvelle provocation azerbaïdjanaise, la considérant comme un acte criminel qui aggrave la crise créée par l'encerclement de l'Artsakh et qui tend au nettoyage ethnique, violant à la fois la déclaration tripartite, la décision contraignante de la Cour internationale de justice des Nations unies et d'autres principes fondamentaux du droit international.

D'autre part, l'Azerbaïdjan a officiellement annoncé qu'il avait installé un poste de contrôle frontalier sur la route Berdzor-Stepanakert à des fins de contrôle des passeports. Selon les médias azerbaïdjanaïses, le service des gardes-frontières de ce pays a publié une déclaration à ce sujet.

Il faut ajouter à toutes ces informations celle très préoccupante qui fait état, selon certaines sources arméniennes, du déploiement par l'Azerbaïdjan des armes lourdes près de la section du corridor de Berdzor qu'il a bloqué. Le dissident azéri Manaf Djalilzade avait déjà écrit à ce sujet il y a quelques jours.

Nor Haratch - 21 avril 2023

Karekine II estime que le peuple n'acceptera pas l'idée de voir l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan

Le 20 avril, au Saint Siège d'Etchmiadzine, Karékine II, le Catholico de tous les Arméniens a répondu aux questions des journalistes concernant la question de l'Artsakh. Il a déclaré que le problème de l'Artsakh est le plus important problème

qui affecte notre peuple, et dans ce cadre, bien entendu, il est tout aussi important l'approche de notre peuple par rapport à cette question, qui pense que le droit du peuple de l'Artsakh à vivre librement et de manière indépendante doit être protégé à tout prix.

« Un travail suffisant a été effectué dans ce sens. Nous sommes pleinement convaincus que ces efforts se poursuivront et que le problème sera résolu grâce notamment aux efforts de la communauté internationale et de notre peuple. ... Le droit divin à l'autodétermination et à la vie indépendante du peuple d'Artsakh doit être protégé de toutes les manières possibles », a souligné le Catholicos.

À la question sur la possibilité de l'intégration de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan, Karékine II a répondu : *« Je ne peux pas imaginer que l'Artsakh puisse faire partie de l'Azerbaïdjan. Cela signifie un nouveau génocide contre le peuple arménien, cela signifie le dépeuplement des Arméniens d'Artsakh. Nous devons tout mettre en œuvre pour pouvoir garantir le droit de notre peuple d'Artsakh à vivre librement et de manière indépendante dans le cadre des normes et des lois internationales. »*

Répondant à la question, quel genre de réaction l'Église aura-t-elle si le gouvernement décide de signer un traité de paix, par lequel l'Artsakh fera partie de l'Azerbaïdjan, le Catholicos a déclaré :

« Nous avons présenté notre approche concernant le problème et le statut de l'Artsakh. Je pense que notre peuple n'acceptera pas l'idée de voir l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan. Nous ne connaissons pas les articles et les clauses de l'accord de paix et ne pouvons pas nous prononcer à cet égard. Mais pour nous, il ne fait aucun doute que notre peuple défendra le droit du peuple d'Artsakh à vivre librement et indépendamment au prix de tous les sacrifices. »

Nor Haratch - 19 avril 2023

Ruben Vartanian estime que Aliev sera tôt ou tard traduit devant la Cour de Justice Internationale

Ruben Vardanian, l'ancien ministre d'État de la République d'Artsakh, se référant aux dernières déclarations d'Ilham Aliev, a publié le post suivant sur sa page

Facebook :

« Je pensais que M. Aliev avait de bons conseillers, mais, comme on peut le voir dans ces déclarations, ils ne valent rien. Je conseille de les licencier, car plus cette rhétorique sera entendue, plus elle deviendra dure et cruelle, plus grande sera la probabilité que tôt ou tard M. Aliev soit traduit devant la Cour internationale de Justice.

Il m'est difficile d'imaginer par quels moyens l'Etat azerbaïdjanais pourra expulser 120 000 Arméniens de leur patrie. Dans tous les cas, ce serait un crime contre l'humanité. Et plus la pression sur le peuple d'Artsakh avec la menace de la force augmente, plus ils s'unissent.

En ce sens, c'est un chemin qui ne mènera nulle part. J'ai dit et je continue de répéter que le seul moyen ce sont des négociations normales, où l'Azerbaïdjan doit reconnaître l'autre partie, la République d'Artsakh, les dirigeants élus d'Artsakh, et mener des négociations normales sur la plate-forme internationale avec la participation de représentants internationaux. L'Azerbaïdjan devrait comprendre que la voie actuelle ne le mènera nulle part. »

Nor Haratch - 19 avril 2023

Aliev exige et menace

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev continue de menacer.

Dans une interview accordée à la télévision azerbaïdjanaise, il a déclaré qu'au cours des deux ans et demi qui ont suivi la guerre, Bakou a accordé beaucoup d'attention aux problèmes de construction de l'armée.

Il s'est dit absolument convaincu que l'armée azerbaïdjanaise d'aujourd'hui est beaucoup plus forte que celle qui a gagné en 2020. *« Mais, en même temps, je tiens à dire une fois de plus que nous devons être prêts à toute situation à tout moment »*, annoncent les médias azerbaïdjanais, relayant les déclarations d'Aliev.

Lors de cette même interview il a également insisté que *« l'Arménie doit déclarer officiellement que le Karabakh est l'Azerbaïdjan »*.

AZERBAÏDJAN

Nor Haratch - 19 avril 2023, repris de Manaf Djalilzade (Twitter)

Aliev prépare la guerre

Le journaliste du site d'opposition azerbaïdjanais, dissident, fondateur de *Diktator TV* Manaf Djalilzade informe sur son compte Twitter que l'Azerbaïdjan est en train de déployer de l'armement "Smerch", "Dana" et autres dans la région de Berdzor.

« Le président de l'Azerbaïdjan déploie une très grande quantité d'artillerie lourde "Dana" de 152 mm. et des systèmes à canons multiples "Smerch" de 300 mm. dans la région de Berdzor. Le dictateur Aliev se prépare à une plus grande guerre, encore plus sanglante cette fois. Si les peuples des deux pays ne se soulèvent pas et n'empêchent pas la guerre, cela fera des milliers de victimes des deux côtés. Le dictateur Aliev prend plaisir à tuer des gens. Pauvre peuple d'Azerbaïdjan, n'envoyez pas vos enfants à la mort », a-t-il écrit.

Nor Haratch - 18 avril 2023

L'Azerbaïdjan réclame la libération des 2 soldats arrêtés en Arménie

Le 17 avril, le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Djeyhun Bayramov, lors des négociations à Bakou avec Luis Bono, le conseiller principal pour les affaires du Caucase du Sud du Département d'État américain, a exigé la libération immédiate des soldats azerbaïdjanais, Akshin Babirov et Huseyin Akhundov, qui avaient traversé la frontière arméno-azerbaïdjanaise dans la section de Nakhitchevan et avaient été arrêtés en Arménie.

Selon l'agence APA, Bayramov a déclaré que les deux Azerbaïdjanais avaient été pris en otage et que des violences physiques avaient été infligées à l'un d'eux.

TURQUIE

Nor Haratch - 19 avril 2023

Exercices militaires à Kars avec l'Azerbaïdjan

Des soldats des forces conjointes de l'armée azerbaïdjanaise participent à des exercices militaires qui se dérouleront en Turquie.

Selon les informations fournies par les médias azerbaïdjanaïses, les soldats sont partis en Turquie pour participer aux exercices militaires tactiques conjoints "Heydar Aliev-2023", dédiés au 100^e anniversaire de Heydar Aliev.

L'objectif principal de ces exercices qui se dérouleront à Kars est d'assurer la coordination des troupes lors des opérations de combat, l'échange d'expérience et l'optimisation du niveau de professionnalisme du personnel.

Armenews - 24 avril 2023

Ankara critique Joe Biden sur le génocide des Arméniens

La Turquie a critiqué le président américain Joe Biden et certains autres pays pour leurs remarques sur le génocide arménien.

« Les déclarations malheureuses qui sont incompatibles avec les faits historiques et le droit international concernant les événements de 1915 sont des efforts futiles visant à réécrire l'histoire pour des motifs politiques », peut-on lire dans une déclaration écrite du ministère turc des Affaires étrangères le 24 avril.

Cette déclaration fait suite à la commémoration du génocide arménien par M. Biden.

« Nous rejetons ces déclarations, que nous considérons comme nulles et non avenues, et nous condamnons avec la plus grande fermeté ceux qui persistent dans cette erreur. La Turquie n'a pas à recevoir de leçons sur sa propre histoire de la part de qui que ce soit », a ajouté le ministère.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a également réagi à ces déclarations sur son compte Twitter, les qualifiant de « nouvelle tentative des charlatans politiques de déformer l'histoire ».

« Personne n'osera nous faire la leçon sur notre histoire », a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères.

SOLIDARITE

Nor Haratch - 24 avril 2023

Communiqué de VOLT EUROPA <https://www.voltfrance.org/apropos>

Paris, le 24 Avril 2023 - L'Arménie et les populations arméniennes continuent de subir des agressions militaires de la part de l'Azerbaïdjan, y compris une attaque sur le territoire arménien en septembre 2021 qui a fait plus de 200 morts côté arménien, en violation directe des accords de cessez-le-feu. Depuis cette attaque, l'Azerbaïdjan occupe militairement une portion du territoire arménien dans la région de Syunik. De plus, depuis le 11 décembre 2022, l'Azerbaïdjan exerce un blocus sur le Corridor de Latchine, qui est le seul lien terrestre entre la République d'Arménie et le Haut-Karabakh. Cette action prive les 120 000 habitants de l'enclave de nourriture, d'énergie et de soins médicaux. En mars 2023, plusieurs policiers du Haut-Karabakh ont été tués dans une embuscade par des militaires azerbaïdjanais.

Ces actions de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie et le Haut-Karabakh sont inacceptables et doivent être dénoncées. Nous appelons la communauté internationale à condamner fermement ces violations des Droits Humains et à prendre des mesures pour protéger les civils dans la région. Nous soulignons l'importance capitale de respecter l'intégrité territoriale de l'Arménie, les droits et la sécurité de la population arménienne résidant dans le Haut-Karabakh, ainsi que le retour rapide et sûr des réfugiés et des personnes déplacées.

Nous demandons également aux autorités azerbaïdjanaises à respecter le droit

international et à mettre fin immédiatement au blocus du Corridor de Latchine, ainsi qu'à retirer toutes les forces militaires du territoire arménien occupé.

La guerre de 44 jours d'octobre et novembre 2020, qui a fait plus de 6.500 morts, s'est conclue par un cessez-le-feu dont la mise en œuvre est placée sous le contrôle d'une force russe d'interposition. L'Arménie et les populations arméniennes continuent d'être la cible d'agressions armées et verbales de la part de l'Azerbaïdjan, sans que la force d'interposition russe, dont la mission est de protéger la population civile, n'ait pris des mesures effectives pour y mettre fin. De plus, le Groupe de Minsk de l'OSCE, mandaté pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh, est paralysé par la Russie, ce qui entrave les efforts pour parvenir à une solution de long terme pour la région.

Les liens de longue date de l'Arménie avec la Russie et ses alliés au sein de l'OTSC se sont révélés insuffisants pour protéger sa souveraineté et son intégrité territoriale. Ces agressions incessantes et le manque de réponse de la force d'interposition russe sont inacceptables. Nous appelons la communauté internationale à demander des comptes à l'Azerbaïdjan et à la Russie pour leur non-respect des accords internationaux et pour leur inaction face aux violences perpétrées contre les populations arméniennes.

Face à cette situation alarmante, **il est urgent que l'Union européenne joue un rôle plus actif pour garantir la sécurité et la stabilité en Arménie.** Deux ans après l'implémentation de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'UE et l'Arménie, nous ne pouvons que nous réjouir de ce rapprochement et des avancées colossales de l'Arménie. L'Union européenne doit maintenant prendre des mesures diplomatiques concrètes pour soutenir les populations arméniennes et protéger leur droit à la vie, à la sécurité et à la liberté. Nous appelons l'Union européenne à fournir une aide humanitaire d'urgence pour répondre aux besoins immédiats des populations touchées par les violences, ainsi qu'un soutien financier à long terme pour aider à reconstruire les infrastructures et à renforcer les capacités de l'Arménie à faire face à l'avenir. Enfin, nous appelons l'Union européenne à prendre ses responsabilités face à l'Arménie et à faire pression sur l'Azerbaïdjan pour qu'il respecte les accords internationaux et mette fin aux agressions armées contre l'Arménie et les populations arméniennes.

L'Union européenne doit agir de manière déterminée et unie dans sa politique extérieure afin de garantir la sécurité et la stabilité en Arménie

et dans la région du Caucase Sud.

Dans ce contexte qui fait peser une lourde menace sur la stabilité et la paix dans le Caucase Sud et au-delà, nous:

- Condamnons les agressions armées et menaces de nettoyage ethnique exercées par l'Azerbaïdjan à l'encontre de l'Arménie et des arméniens,
- Appelons à la levée immédiate du blocus du Corridor de Latchine ainsi qu'au retrait des forces azerbaïdjanaises qui occupent une portion du territoire internationalement reconnu de l'Arménie,
- Apportons notre plein soutien aux populations arméniennes victimes de ces agressions et de ces menaces ainsi qu'au gouvernement démocratiquement élu de la République d'Arménie,
- Approuvons et soutenons pleinement l'initiative lancée par le Président du Conseil Européen de créer une mission civile européenne chargée de contribuer à la délimitation des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan,
- Saluons l'initiative du Parlement Européen de proposer un mécanisme de justice transitoire comprenant des militants de la société civile des deux pays,
- Appelons la Commission Européenne à condamner les propos tenus par la dictature azerbaïdjanaise visant à une annexion de l'Arménie et à une épuration ethnique,
- Demandons que le Conseil de sécurité de l'ONU se saisisse de la question du statut du Haut-Karabakh et des agressions exercées par l'Azerbaïdjan en cas de persistance de l'inaction du Groupe de Minsk. En ce 24 avril, jour anniversaire du début du génocide arménien, le mouvement Volt exhorte la Turquie à reconnaître le caractère génocidaire des massacres perpétrés contre les Arméniens par le gouvernement Jeune-Turc en 1915-1916, conformément à la résolution du Parlement européen du 18 juin 1987 et aux résolutions similaires adoptées par les gouvernements et les assemblées parlementaires de 16 pays membres de l'Union européenne. En ce jour commémoratif, le mouvement Volt condamne fermement toute tentative de nier le génocide arménien et se tient aux côtés de la communauté arménienne pour rendre hommage aux victimes de la première atrocité du XXe siècle.

ESPAGNE

Nor Haratch - 24 avril 2023

Création d'une Chaire d'Arménologie à l'Université Complutense de Madrid

En présence d'Artur Martirosian, vice-ministre arménien de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports, la première Chaire d'Arménologie a été officiellement inaugurée à l'Université Complutense de Madrid, grâce au financement de l'Arménie. Sur place, le vice-ministre a pris connaissance des problèmes liés à la protection de la langue arménienne, discutant avec les organes compétents des solutions que son ministère pourrait apporter, ainsi que des possibilités d'un soutien avec du matériel éducatif approprié aux écoles arméniennes locales.

Dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture de la Chaire d'Arménologie, Artur Martirosian a déclaré que le domaine de l'Arménologie est en permanence au centre de l'attention du gouvernement arménien.

« L'ouverture de la Chaire d'études arméniennes en Espagne est importante à plusieurs points de vue. Selon les dernières données, plus de 10 000 Arméniens vivent ici, il est donc extrêmement important pour un pays avec une si grande communauté arménienne d'assurer la continuité de l'éducation. Le problème d'assurer la visibilité de la langue et de la culture arméniennes est également un élément important. Je suis sûr que cette Chaire peut être un pont solide de dialogue culturel et de coopération entre les deux États », a déclaré le vice-ministre et a ajouté qu'un certain nombre de projets sont prévus à l'avenir dans le domaine des études arméniennes, en particulier, une conférence sera organisée avec la participation de tous les centres européens d'études arméniennes pour discuter des possibilités de coopération en réseau et de recherches conjointes.

Par décret du directeur de l'Université Complutense, Joaquín Goyache Goñi, le professeur d'origine arménienne de l'Université, Francisco Zurian Hernández a été nommé directeur de la nouvelle Chaire.

GEORGIE

Nor Haratch - 21 avril 2023

Exposition sur le génocide arménien devant le parlement à Tbilissi

Le 18 avril, une exposition consacrée au génocide arménien a été organisée devant le bâtiment du parlement à Tiflis. Des images liées au génocide culturel en Artsakh y ont également été exposées. Des dépliants d'information en langue géorgienne ont été distribués aux passants.

COMMEMORATIONS

Nor Haratch - 21 avril 2023

France - Charenton-le-Pont

Le 19 avril, une cérémonie solennelle dédiée au 108e anniversaire du génocide arménien s'est déroulée devant le khachtkar arménien de Charenton-le-Pont, en région parisienne, avec la participation de nombreux maires, élus nationaux et locaux.

Dans son discours, l'ambassadrice arménienne Mme Hasmik Tolmajian a rappelé que les manifestations de la politique génocidaire envers les Arméniens dans sa propre patrie ne se limitent pas au génocide arménien de 1915. Ils ont commencé à la fin du XIXe siècle, avec les massacres des Arméniens de 1894-1895 dans l'Empire ottoman, et se sont poursuivis tout au long du XXe siècle, jusqu'à nos jours. La politique belliqueuse et anti-arménienne ouvertement mise en œuvre par l'Azerbaïdjan, l'isolement de l'Artsakh du monde extérieur par le blocage du corridor de Berdzor depuis environ 130 jours, et les actes de nettoyage ethnique contre les 120 000 Arméniens de l'Artsakh en sont des preuves évidentes.

Au cours de la cérémonie, le maire de Charenton-le-Pont Hervé Giquel, le représentant d'Artsakh Hovhannès Guévorkian, la présidente de l'association franco-arménienne du Val-de-Marne Délyphine Kouyumdjian ont également

prononcé des discours. Les messages de Christian Cambon, président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, et de Michel Herbillon, vice-président de la Commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale, ont été lus.

Les élus participant à la cérémonie ont déposé des gerbes devant le khachtkar et rendu hommage à la mémoire de nos martyrs.

Des représentants religieux de la région, ainsi que des écoliers, étaient présents à cette commémoration.

Armenews - 24 avril 2023

France - Paris

Rendez-vous était donné aux Arméniens de la région parisienne à la statue Komitas, sur les bords de la Seine, à 18 h 00. Les prévisions météorologiques n'étaient pas très optimistes, mais cela n'a pas découragé les quelques 4000 manifestants présents et les nombreux élus.

Ce 108ème anniversaire du génocide a démarré avec les dépôts de gerbes au pied de la statue du révérend père au nom du CCAF, du gouvernement, de la mairie de Paris, du Sénat, du préfet de Paris d'ailleurs présent, du préfet de Paris, de la région île-de-France, mais aussi des organisations amies comme le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) ou le Conseil de Coordination des Assyro-Chaldéens de France.

Une minute de silence a ensuite été faite en mémoire des 1,5 millions d'Arméniens disparus durant le premier génocide du XXe siècle perpétré par la Turquie.

Les discours ont ensuite démarré. C'est Ara Toranian, coprésident du CCAF, qui a d'abord pris la parole.

"C'est toujours une redoutable tâche que de prendre la parole un 24 avril. Pour l'ensemble des Arméniens du monde, ce jour est en effet un moment particulier de la mémoire, fait de douleur, de recueillement, mais aussi de mobilisation pour la justice. Car hélas, 108 ans après, ni les faits ni leur qualification ne sont reconnus par leur auteur. Depuis 1923, date de la proclamation de la République de Turquie, ses gouvernements successifs promeuvent en effet un négationnisme d'Etat pro-actif sur ce crime fondateur, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Pour étayer cette politique, et bien que personne ne demandait plus à cette époque des comptes à la Turquie sur l'entreprise d'extermination, Atatürk fondait en 1931 « la Société turque de recherches historiques ». Un institut chargé de dire l'histoire officielle, composé de fidèles et contrôlé directement par le secrétariat de la présidence de la République. Sa mission : Parachever politiquement le génocide, en traquant et en effaçant ce qu'il restait de preuves, tout en nourrissant un nationalisme turc gratifié d'une trajectoire ancienne, glorieuse et quasi exclusive sur des territoires où toute trace de la présence des Grecs et des Arméniens avaient été gommé.

Ces pseudos recherches hautement extravagantes, qui faisaient notamment des Turcs les descendants des Hittites, ont été accompagnées d'une anthropologie raciale tout aussi fantaisiste visant à établir l'existence d'une race turque supérieure. Voilà, avec la négation du génocide des Arméniens, des Grecs du Pont et des Assyro-Chaldéens, l'oppression et les massacres répétés contre les Kurdes, les fondamentaux sur lesquels s'est construite et structurée la République de Turquie depuis 100 ans !

Dans une brillante analyse publiée dans le numéro de mai de Nouvelles d'Arménie Magazine, l'historien Hamit Bozarslan, lui même d'origine kurde, nous rappelle que Hulusi Akar, actuel ministre de la Défense turc, est un partisan quasi-déclaré du courant appelé « petit-pantouranisme ».

L'idée du Petit Touranisme avait été formulé par Ziya Gökalp, principal idéologue du sinistre Comité Union et Progrès, après la débâcle de l'Empire ottoman et de la Russie Tsariste. Selon lui, en attendant des jours plus propices, la reconstruction de l'Empire devait commencer sur une échelle réduite, par la fusion entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, ce qui inévitablement nécessitera la

suppression de l'Arménie. Voilà exactement le point où nous en sommes toujours cent ans après.

Est-il bien nécessaire de rappeler que ce panturquisme a bénéficié à l'époque d'une certaine complaisance des puissances de l'Entente qui ont agi avec cynisme envers les victimes, en abandonnant le traité de Sèvres, qui reconnaissait les droits nationaux des Arméniens et des Kurdes, pour signer en juillet 1923, le traité de Lausanne, qui les sacrifiait au nom du droit du plus fort. Un traité « où l'histoire cherchera en vain le mot arménien », avait écrit Winston Churchill dans ses Mémoires, ajoutant que « le pétrole de Bakou avait pesé plus lourd que le sang des Arméniens. » Des mots, auxquels l'actualité fait toujours étrangement écho aujourd'hui, les même causes faute d'être traité, produisant invariablement les mêmes effets.

Madame la maire, Monsieur le Ministre, mes chers amis

Tous les ans, et en particulier depuis une dizaine d'années, avec la montée en puissance des agressions militaire du fascisme turco-azéri dans la région, nous nous posons la question de savoir quelle est la pertinence de ces commémorations pour des crimes qui se sont produits il y a plus de 100 ans, alors que des menaces de même nature pèsent toujours sur l'Arménie aujourd'hui. A quoi bon nous souvenir, rendre hommage aux 1,5 million de morts civils de ce premier crime contre l'Humanité, comme l'avait qualifié les pays de l'Entente à une époque où le mot génocide n'existait pas, si nous ne nous donnons pas les moyens de sauver ce qu'il reste de la nation arménienne aujourd'hui ?

Quelle pertinence ont nos pensées, nos prières, si nous ne faisons pas concrètement barrage aux nouvelles visées criminelles qui se font jour ? Si nous ne sanctionnons pas les agresseurs et si nous ne donnons pas aux Arméniens les moyens de se défendre concrètement. Que pourrait faire le peuple ukrainien, aussi vaillant et courageux soit-il, s'il ne bénéficiait pas de l'aide militaire de l'Europe et des Etats-Unis ? L'Occident a donné 100 milliards de dollars à l'Ukraine. Mais rien pour l'Arménie, si ce n'est 50 observateurs armés de jumelles. Comment résister dans ces conditions face à deux Etats expansionnistes, incommensurablement plus nombreux, plus riches, plus puissants ?

L'Arménie, très affaiblie, pourra-t-elle survivre à une nouvelle attaque lancée par

ces deux Etats prédateurs ? Rien n'est moins sûr.

Ainsi l'axe Ankara-Bakou parviendrait-il à mettre le mot fin à l'épopée d'un des plus vieux peuples de la région, fondé selon la Bible par Haïk, arrière-petit-fils de Japhet, lui-même fils de Noé, et qui a été la première nation à avoir épousé le christianisme en l'an 301. Faudrait-il se résigner à ce funeste destin ? Voilà en tout cas ce qui nous guette, si nous ne sanctionnons pas le régime de Bakou, fer de lance du fascisme panturc, et si nous ne nous donnons pas les moyens matériels, diplomatiques et militaires, de sauver l'Arménie, et avec elle nos valeurs politiques et culturelles, nos principes démocratiques et notre honneur. "

Il a ensuite passé la parole à Mourad Papazian, coprésident du CCAF.

" Le Dimanche 24 Avril 1915, le gouvernement turc lance le coup d'envoi d'un plan d'extermination du peuple arménien. Un plan d'anéantissement de tout un peuple au moment où le monde est mobilisé par la première guerre mondiale. C'est le premier génocide du XXe siècle. Un génocide qui servit d'ailleurs d'exemple à Hitler 25 ans plus tard. « Qui se souvient encore des massacres des Arméniens » dira Hitler pour justifier la nécessité de l'organisation du génocide des Juifs en Europe. L'indifférence en 1915 a justifié l'horreur 25 ans plus tard. Le monde entier a tourné la tête en 1915. En 1915, le peuple arménien a été massacré et chassé de ses terres. 1 500 000 victimes, hommes, femmes et enfants ont vécu l'horreur, l'horreur des hommes. La Turquie n'a pas été sanctionnée pour avoir commis ce crime contre l'Humanité. La communauté internationale a montré sa faiblesse en 1915.

Depuis, Les historiens se sont mobilisés pour démontrer que les massacres de 1915 correspondaient à la définition juridique du crime de génocide. Les Arméniens ont demandé reconnaissance et réparations, mais la Turquie moderne, la Turquie d'aujourd'hui s'est construite sur le cadavre du peuple arménien. Les fonctionnaires de 1923 étaient les fonctionnaires de 1915. La Turquie de 1923, qui est celle d'aujourd'hui, a toujours nié la réalité en faisant du négationnisme du génocide arménien un négationnisme d'Etat. La Turquie qui a industrialisé le négationnisme du génocide arménien n'a toujours pas abandonné son rêve panturc. Le pan-turquisme, cette idéologie qui a présidé à l'organisation du génocide des Arméniens constitue les racines de la Turquie d'aujourd'hui.

Alors oui, la plupart des Etats de la planète ont reconnu la réalité du génocide des Arméniens mais les instances internationales n'ont pas créé les conditions pour que la Turquie fasse acte de reconnaissance et de réparations.

Pire, la Turquie d'aujourd'hui continue à honorer les ordonnateurs du génocide... Des mausolées, des rues, des avenues portent le nom de Talaat en Turquie. Talaat, le Hitler turc.

En 1915, l'indifférence a permis le génocide des Arméniens. Mais un siècle plus tard, en 2020 pour quelle raison le monde a laissé l'Azerbaïdjan faire la guerre aux Arméniens d'Artsakh ? Une guerre inégale au cours de laquelle l'Azerbaïdjan a utilisé les drones, les bombes au phosphore blanc, les armes à sous-munition. Un massacre !

Le souvenir de 1915 resurgissait en 2020. Jamais nous n'aurions pu imaginer qu'en 2020, un siècle plus tard, les Arméniens puissent revivre le cauchemar de 1915.

Et là encore, dans l'indifférence générale des puissances de ce monde qui ont laissé faire.

Laisser un peuple se faire massacrer.

Laisser une jeunesse se faire décapiter.

Laisser le racisme azerbaïdjanais se déployer.

Laisser les valeurs de l'obscurantisme et de la dictature anéantir celles de la liberté et de la démocratie.

Alors oui, certains Etats ont condamné verbalement l'Azerbaïdjan tout en poursuivant leur coopération militaire avec cet Etat.

Une coopération qui a permis à l'Azerbaïdjan de construire un arsenal militaire extrêmement puissant. La Turquie, bien évidemment, a largement participé au soutien militaire à l'Azerbaïdjan.

L'autocrate Erdogan a sponsorisé le dictateur Aliiev dans son projet contre les Arméniens. Mais ce projet est bien évidemment encore et toujours celui du pan-turquisme, incarné par Erdogan et Aliiev. Grâce au soutien militaire de la Turquie

mais pas seulement. Je ne vais pas faire la liste de tous les Etats qui ont accepté de vendre des armes au régime de Bakou. Ils sont nombreux, très nombreux.

Nous avons dénoncé cette coopération militaire.

Nous constatons tous ensemble qu'année après année, l'Azerbaïdjan s'armait, se sur-armait pour arriver à ce moment de l'histoire où, suffisamment forte, elle lancerait cette offensive contre les Arméniens.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev a déclaré qu'il chasserait les Arméniens comme des chiens et il les a chassés comme des chiens... Dans l'indifférence de la communauté internationale qui a été incapable de faire respecter trois cessez le feu durant cette guerre des 44 jours du 27 septembre au 9 novembre 2020.

Pire, l'Azerbaïdjan a envahi et occupe une partie des territoires de la République d'Arménie... dans l'indifférence générale.

Pire que pire, depuis 135 jours, depuis le 12 décembre dernier, depuis plus de 4 mois, l'Azerbaïdjan exerce un blocus assasin à l'encontre des 120 000 Arméniens qui vivent encore dans la République d'Artsakh... dans l'indifférence générale.

Il est vrai qu'à la faveur de la guerre en Ukraine et de l'embargo international exercé contre la Russie, c'est l'Azerbaïdjan qui fournit l'Europe en gaz. Et l'Azerbaïdjan achète une partie de ce gaz à la Russie...en toute transparence et dans l'indifférence générale.

Au même moment, la Turquie joue sur les deux tableaux en poursuivant sa coopération industrielle avec la Russie et sa coopération militaire avec l'Ukraine.

En Artsakh, les forces du pan-turquisme préparent un nouveau génocide. Elles savent aujourd'hui que la communauté internationale ne bougera pas. En Arménie, ces mêmes forces grignotent du territoire en constatant que la violation du droit international ne suscite aucune réaction. Nous avons alerté lorsque Erdogan est arrivé au pouvoir des véritables intentions de la Turquie. Depuis, le régime turc a organisé sa présence politique dans toute l'Europe et en France en particulier. Il a pu organiser son influence à travers l'islam radical, il a pu soutenir et armer Daesh, il a pu infiltrer les mosquées, il a pu prendre le pouvoir au sein de l'islam de France, il a pu organiser ses relais qui sont puissants sur le sol français. Ils orchestrent le négationnisme du génocide des Arméniens en

France. Nous avons demandé une LOI de pénalisation de la négation du génocide des Arméniens en France. On ne nous a pas écoutés. Il faut une LOI !

Nous avons alerté lorsque l'Azerbaïdjan se sur-armait... on ne nous a pas écoutés. Nous avons alerté sur les objectifs génocidaires de l'Azerbaïdjan... on ne nous a pas écoutés. Aujourd'hui, il faut se réveiller ! Il faut nous entendre !

Le monde a besoin d'un Etat, d'un dirigeant qui prenne ses responsabilités en défendant l'Artsakh, l'Arménie et les Arméniens !

Et ce pays doit être la France et ce dirigeant doit être le Président Emmanuel Macron !

La France a une place à part dans le monde. C'est le pays des lumières. C'est le pays que nous aimons. C'est de la France que nous attendons ce sursaut salvateur et protecteur.

La France, c'est le pays de Jaurès, d'Anatole France, de Pressensé, de tous ces hommes qui ont dénoncé la barbarie. Le Président Emmanuel Macron a déclaré que « la France n'abandonnera jamais l'Arménie ». Nous savons que cette déclaration est sincère. Il est temps de le démontrer ! Il est temps de reconnaître l'indépendance de la République d'Artsakh ! Reconnaître l'indépendance de la République d'Artsakh, c'est poser le problème de la sécurité du pays sur le plan international !

Monsieur le ministre, monsieur Gerald Darmanin, vous avez déclaré au cours du dernier dîner du CCAF, il y a quelques que « les adversaires de l'Arménie sont les adversaires de la France. » Nous savons que votre déclaration est sincère.

IL EST TEMPS DE LE DEMONTRER ! En proposant à la communauté internationale un plan de protection de l'Arménie.

IL N'EST PAS POSSIBLE QUE LES ARMENIENS VIVENT EN 2023 CE QU'ILS ONT VECU EN 1915 !

L'Azerbaïdjan détient encore des dizaines de prisonniers de guerre arméniens. Nous demandons à Madame Catherine Colonna, la ministre des affaires étrangères, de créer les conditions de leur libération au moment de son voyage en Arménie et en Azerbaïdjan dans quelques jours.

Il faut choisir le camp de l'Artsakh et de l'Arménie démocratiques contre celui de la Turquie autocratique et de l'Azerbaïdjan dictatoriale ! Il est temps de nous écouter ! Et de nous entendre !

Vive l'amitié franco-arménienne !

Vive l'Arménie indépendante et en sécurité !

Vive l'Artsakh libéré et indépendant ! "

Anne Hidalgo, maire de Paris, est ensuite intervenue.

« J'ai reçu ce matin à l'Hôtel de ville la communauté arménienne de Paris pour rendre hommage aux victimes du génocide et, plus largement, au peuple arménien.

Ce peuple qui a trouvé la force de transmettre cette mémoire puis de reconstruire son pays. Ce peuple qui doit toujours lutter pour sa souveraineté et contre le venin de la négation de ce qui s'est passé en 1915. Cette année, cette commémoration résonne comme un appel.

Il y a urgence à mobiliser le monde politique, au-delà des clivages partisans, la société civile, les médias et les acteurs humanitaires.

Il y a urgence à alerter sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent l'Artsakh, isolé du monde depuis le 12 décembre 2022, et l'Arménie qui fait face au projet à long terme mené par l'Azerbaïdjan et son alliée la Turquie, de remettre en cause l'existence même d'une Arménie indépendante, démocratique et libre.

Le lieu où nous nous trouvons, autour de la statue du Père Komitas, sur ce qui est désormais l'Esplanade d'Arménie nous oblige. A l'initiative du CCAF, nous venons commémorer.

Voici très exactement 108 ans que, sur ordre de l'Empire ottoman, ce musicien et compositeur exceptionnel fut arrêté et déporté comme la quasi-totalité de l'élite intellectuelle arménienne et, après elle, un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants.

C'est l'honneur de la France d'avoir accueilli Komitas et 65 000 autres rescapés dont beaucoup ont choisi de s'établir à Paris. Ils ont été des exemples d'intégration et d'engagement au service de notre pays. Avec vous, leurs descendants, je veux saluer et perpétuer leur mémoire.

Il existe un lien direct entre l'entreprise génocidaire de 1915 et la situation actuelle.

Ce lien, c'est le négationnisme qui sévit encore à Bakou comme à Ankara, du fait même des Etats concernés.

Pourquoi nier l'évidence du génocide ?

Pourquoi ne pas entreprendre un travail de mémoire que de courageux intellectuels turcs poursuivent au péril de la prison et parfois de leur vie ?

C'est simple : parce que cela casserait l'un des mythes fondateurs de la Turquie moderne qui, cette année, aura très exactement 100 ans, et qui a toujours refusé de reconnaître les droits des Arméniens, des Kurdes, des Assyro-chaldéens, des Grecs pontiques.

Parce que, sans doute aussi, l'Azerbaïdjan n'a jamais renoncé à annexer l'Artsakh voire à aller au-delà, dans l'objectif d'assurer la continuité territoriale des peuples turcs, de l'Europe à la Mer Caspienne.

La Commission européenne, en signant un accord gazier avec l'Azerbaïdjan pour pallier la crise énergétique, a imprudemment donné des gages à la réalisation de ce dessein. Le groupe de Minsk, dont la France assure la coprésidence, n'a jamais montré qu'il pourrait aboutir à une solution négociée.

Jean-Christophe Buisson, Sylvain Tesson, Valérie Toranian et bien d'autres qui se sont rendus sur place ont témoigné pour que nous ouvrons toutes et tous les yeux.

La situation humanitaire en Artsakh est gravissime : il est impossible de se faire soigner, les écoles ferment, le blocus a obligé 150 000 personnes à vivre cet hiver sans chauffage.

Ces témoins ont aussi décrit les destructions du patrimoine culturel et culturel arménien en Artsakh. Ils ont alerté, comme le CCAF, sur le sort des 33

prisonniers de guerre arméniens encore détenus dans les prisons azéries.

L'Arménie elle-même, face à un ennemi surarmé, est en danger.

Elle est en danger tant sur le plan militaire qu'économique.

Ce petit pays enclavé et sans ressources naturelles risque d'être considéré par les grandes puissances comme une variable d'ajustement du grand échiquier géopolitique.

C'est donc le moment de rappeler sol...

...